

EPITA_ING1_Partiel_S1_janvier 2016

QCM DE DROIT GENERAL

(Seuls les documents "papier" sont autorisés)

UNE SEULE RÉPONSE PAR QUESTION

Bonne réponse : +1

Absence de réponse : 0

Mauvaise réponse : - 0,5

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS, 27 JUILLET 2015

Leonardo Di Caprio / Oops

DÉBATS

Nous, Président,

Vu l'assignation délivrée par acte du 3 juin 2015 à la société OOPS par Leonardo Di Caprio qui nous demande, au visa des articles 9 du code civil :

- constater qu'en publiant le numéro 188 du 13 au 28 mai 2015 la société OOPS a porté atteinte à son droit à l'image et au respect de sa vie privée ;
- condamner la société OOPS à lui payer quinze mille euros à titre provisionnel sur les préjudices subis ;
- la condamner à la publication d'un communiqué judiciaire dans le magazine suivant immédiatement le prononcé de la présente ordonnance sous astreinte de 10.000 euros ;
- la condamner au paiement de la somme de 3000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile et aux entiers dépens.

Vu les conclusions déposées le 16 juin 2015 par le conseil de la défenderesse, qui nous demande de :

- débouter Leonardo Di Caprio de l'ensemble de ses demandes ;
- condamner Leonardo Di Caprio à lui payer la somme de 3000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile et aux entiers dépens.

Sur les faits

Leonardo Di Caprio est un comédien américain mondialement connu.

Le magazine OOPS ! a publié dans son numéro 188 du 13 au 28 mai 2015, aux pages 14 et 15 un article intitulé « *Rihanna enceinte de Leonardo !* », cet article étant annoncé sur environ les deux-tiers de la page de couverture, avec le même titre, le sous-titre « *il ne veut pas reconnaître le bébé...* », la mention « *SCOOP OOPS !* » et deux photos accolées de Rihanna et Leonardo Di Caprio et étant, par ailleurs, mentionné dans le sommaire, toujours avec le même titre.

L'article lui-même comporte, outre plusieurs textes consacrés à la prétendue grossesse de Rihanna et au refus de Leonardo Di Caprio d'assumer sa paternité, plusieurs photos des deux protagonistes, trois de Rihanna et deux de Leonardo Di Caprio, volées selon lui.

Sur les atteintes à la vie privée et au droit à l'image

En l'espèce, le conseil (l'avocat) de Leonardo Di Caprio souligne que l'article litigieux procède par pure affirmation, sans nuance ni réserve, alors même que d'une part les informations rapportées, qui touchent à l'un des aspects les plus intimes de la vie privée, sont fausses, d'autre part que les photos publiées l'ont été sans autorisation ou détournées de leur objet.

Le conseil (l'avocat) de la société OOPS estime, en revanche, que Leonardo Di Caprio, star mondialement connue, ne peut arguer d'aucune violation de sa vie privée, l'intéressé exposant régulièrement ses liaisons et s'étant d'ailleurs personnellement exprimé sur ce point lors d'une interview qu'il a accordée le 20 février 2014 à la chaîne américaine CBS ; que sa relation avec Rihanna était d'ailleurs notoire et qu'il n'a pas jugé utile de la démentir ; que, s'agissant des photographies illustrant l'article et la couverture, celles-ci, parfaitement anodines au demeurant, ont été prises soit dans un cadre officiel, lors de la cérémonie au cours de laquelle il a été élu « *messenger de la paix de l'ONU* », et régulièrement acquises par le magazine, soit dans la rue ou un lieu public.

Conformément à l'article 9 du code civil et à l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, toute personne, quelle que soit sa notoriété, a droit au respect de sa vie privée et est fondée à en obtenir la protection en fixant elle-même ce qui peut être divulgué par voie de presse.

De même, elle dispose sur son image, attribut de sa personnalité, et sur l'utilisation qui en est faite d'un droit exclusif qui lui permet de s'opposer à sa diffusion sans son autorisation.

Cependant, ces droits doivent se concilier avec le droit à la liberté d'expression et peuvent céder devant la liberté d'informer, par le texte et la représentation iconographique, sur tout sujet susceptible d'entrer dans le champ de l'intérêt légitime du public, sous réserve du respect de la dignité de la personne humaine.

Enfin, la diffusion d'informations anodines ou déjà notoirement connues du public n'est pas constitutive d'une atteinte au respect de la vie privée.

Au cas particulier, c'est à tort que la société défenderesse soutient que l'article incriminé ne porterait pas atteinte au droit au respect de la vie privée de Leonardo Di Caprio. De fait, contrairement à ce qu'elle prétend, le sujet traité dans l'article n'est nullement la liaison supposée entre Leonardo Di Caprio et Rihanna – liaison effectivement rapportée par de nombreux medias, mais que les intéressés ont pris soin de démentir, par le biais respectivement d'une déclaration au Los Angeles Times et au magazine britannique Hello - mais la prétendue grossesse de Rihanna et, surtout, l'attitude prêtée à Leonardo Di Caprio face à cet événement, l'intéressé étant successivement décrit comme n'ayant « *pas franchement sauté au plafond* », fuyant « *à toutes jambes* » et « *l'assum(ant) : si Rihanna garde l'enfant, il ne le reconnaîtra pas* », un encadré précisant même en gros caractères sur fond jaune « *Le bébé, il n'en veut pas !* ». Eu égard tant au caractère particulièrement intime d'une telle révélation que de l'absence de tout élément de nature à accréditer, ne serait-ce que de manière infinitésimale, l'exactitude des faits allégués, l'atteinte au respect de la vie privée est, en l'espèce, parfaitement caractérisée, l'information querellée ne relevant en rien d'une légitime information du public.

Il en est de même de l'atteinte au droit à l'image invoquée en l'espèce, les clichés litigieux étant soit pris à l'insu de l'intéressé, soit dénaturés par le biais d'un photomontage renforçant, de par la juxtaposition des photographies sur la page de couverture, l'idée d'une liaison avérée entre Rihanna et Leonardo Di Caprio et, partant, la vraisemblance de la grossesse annoncée.

Sur les mesures sollicitées

sur la demande de provision

Le conseil de Leonardo Di Caprio estime que la publication litigieuse, de par son caractère intrusif et racoleur, a engendré un préjudice moral d'autant plus significatif que le magazine a été diffusé, de nombreuses affiches publicitaires à l'appui, durant le Festival de Cannes, où son client était présent, et que le magazine OOPS est vendu à plus de 150.000 exemplaires.

La société OOPS soutient, en revanche, que le préjudice subi par le demandeur ne saurait être, en toute hypothèse, que symbolique, l'intéressé n'hésitant pas à utiliser les médias pour construire sa carrière et s'affichant par ailleurs publiquement au bras de ses nombreuses conquêtes.

Sur ce point, il convient tout d'abord de rappeler que si la seule constatation de l'atteinte au respect de la vie privée et au droit à l'image par voie de presse ouvre droit à réparation, le préjudice étant inhérent à ces atteintes, le demandeur doit justifier de l'étendue du dommage allégué, laquelle s'apprécie au jour où le juge statue, en fonction de la nature des atteintes et des éléments concrets produits à l'appui des prétentions exposées. En l'espèce, force est de constater que l'article incriminé, occupant une place importante dans le magazine et la majeure partie de la couverture, est intrinsèquement de nature à porter gravement atteinte à Leonardo Di Caprio, celui-ci se voyant ouvertement et avec insistance prêter, sur un

sujet particulièrement intime, un comportement à tout le moins peu courageux et irresponsable, ainsi qu'en atteste de manière éloquente, outre les extraits évoqués supra, la phrase « *Une histoire dont on n'a pas fini d'entendre parler et qui prouve, au passage, à quel point ce bon vieux Leonardo est un modèle de courage...* » venant conclure l'encadré « *le bébé il n'en veut pas !* ».

Par ailleurs, la complaisance alléguée de Leonardo Di Caprio envers les médias n'est nullement établie, la société défenderesse ne produisant qu'une seule interview donnée par l'intéressé où celui-ci s'exprime au demeurant de manière extrêmement générale sur son type de femme idéale, les autres articles versés aux débats ne consistant qu'en des commentaires journalistiques, illustrés de photographies, sur telle ou telle liaison supposée de l'acteur et aucun élément attestant de ce que celui-ci se serve de sa vie privée pour entretenir une carrière et une notoriété largement établies.

Il y a lieu, par conséquent, d'allouer à Leonardo Di Caprio une provision de 8000 euros à valoir sur la réparation de son préjudice moral résultant des atteintes portées à sa vie privée et à son droit à l'image, l'obligation de la société défenderesse n'apparaissant pas sérieusement contestable à hauteur de ce montant.

sur la demande de publication

Compte-tenu de la gravité de l'atteinte portée en l'espèce aux droits de Leonardo Di Caprio, il sera fait droit à la demande de publication telle que formulée dans l'assignation, sans qu'il soit nécessaire toutefois d'assortir cette mesure de l'astreinte réclamée.

sur l'article 700 du code de procédure civile

Il convient enfin d'accorder à Leonardo Di Caprio la somme de 1500 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile, la réclamation de la défenderesse sur le fondement de ce texte étant rejetée.

DECISION

Statuant publiquement, par mise à disposition au greffe, par ordonnance contradictoire et en premier ressort,

Condamne la société OOPS à payer à Leonardo Di Caprio une provision de 8000 euros à valoir sur la réparation du préjudice moral résultant des atteintes portées à sa vie privée et à son droit à l'image dans le numéro 188 du magazine OOPS ainsi que la somme de 1500 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile,

Ordonne la publication, en page de couverture du magazine OOPS !, dans le numéro suivant le numéro paru après la date de la signification de la présente ordonnance, du communiqué suivant :

« Par ordonnance du 27 juillet 2015 le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a condamné la société OOPS éditrice du magazine OOPS !, à payer une indemnité provisionnelle à Leonardo Di Caprio pour avoir publié dans son numéro 188, du 13 au 28 mai 2015, un article portant atteinte au respect de sa vie privée et de son droit à l'image »,

ledit communiqué devant figurer, en dehors de toute mention ajoutée et sans cache en couvrant tout ou partie, en page de couverture, dans un encadré sur fond blanc occupant, sur toute sa largeur, le tiers inférieur de la page et d'une dimension permettant de contenir l'intégralité du communiqué, de manière parfaitement lisible, en caractères majuscules gras et noirs, sous le titre, lui-même en caractères majuscules gras, de couleur rouge, de 1,5 cm de hauteur : « **OOPS ! CONDAMNE A LA DEMANDE DE LEONARDO DI CAPRIO** »,

Déboutons les parties du surplus de leurs demandes,
Condamne la société OOPS aux dépens.

JUGEMENT DU 27 JUILLET 2015

1 – OOPS

- a) A publié un article sur la santé de Leonardo Di Caprio
- b) A publié un article sur la vie sexuelle de Leonardo Di Caprio
- c) A publié un article sur la paternité supposée de Leonardo Di Caprio
- d) Ces hypothèses sont fausses

2 – Le Tribunal donne raison

- a) A OOPS
- b) A Leonardo Di Caprio.
- c) Au procureur de la république
- d) Ces hypothèses sont fausses

3 – Leonardo Di Caprio prétend que les informations publiées

- a) Sont fausses
- b) Ont été données à OOPS à son insu
- c) Ont été volées chez des amis
- d) Ces hypothèses sont fausses

4 – Léonardo Di Caprio prétend également que les informations

- a) Sont diffamatoires
- b) Relèvent de la sphère privée
- c) Constituent un dénigrement
- d) Ces hypothèses sont fausses

5 – OOPS estime que ces révélations

- a) Ont été confirmées par Rihanna
- b) Sont des informations qui ne méritent pas de protection
- c) Sont justifiées par le droit à la liberté d'informer
- d) Ces hypothèses sont fausses

6 – OOPS estime que la liberté d'expression

- a) Ne doit jamais porter atteinte à la vie privée
- b) Ne peut donner lieu à des poursuites
- c) Peut parfois justifier une atteinte à la vie privée
- d) Ces hypothèses sont fausses

7 – Le tribunal décide que ces révélations

- a) Portent atteinte à la dignité de Leonardo Di Caprio
- b) Ne relèvent pas de la sphère privée
- c) Sont justifiées par la liberté d'expression
- d) Ces hypothèses sont fausses

8 - La publication de la décision

- a) Est une sanction complémentaire
- b) Est la sanction principale
- c) Est une sanction facultative
- d) Ces hypothèses sont fausses

9 – L'article 700

- a) Permet de sanctionner une atteinte à la vie privée
- b) Permet de sanctionner une diffamation
- c) Permet de sanctionner une procédure abusive
- d) Ces hypothèses sont fausses

QUESTIONS GENERALES

10 – La recherche de la preuve en droit civil

- a) Peut porter atteinte à la vie privée
- b) Doit respecter la vie privée
- c) Doit être effectuée par le juge
- d) Ces hypothèses sont fausses

11 – Ce qui n'est pas prouvé

- a) A moins de valeur
- b) Est un simple commencement de preuve
- c) N'existe pas
- d) Ces hypothèses sont fausses

12 – Les journaux peuvent parler librement des relations sentimentales

- a) Des personnalités notoires
- b) Des personnalités politiques
- c) Des personnalités notoires qui ont déjà révélé leur relation
- d) Ces hypothèses sont fausses

13 - LA QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITE

- a) Permet au citoyen faire vérifier la constitutionnalité d'une loi
- b) Permet aux députés de faire vérifier la constitutionnalité d'une loi
- c) Permet aux sénateurs de faire vérifier la constitutionnalité d'une loi
- d) Permet au Président de la République de faire vérifier la constitutionnalité d'une loi

14 - L'ARTICLE 49.3 DE LA CONSTITUTION PERMET

- a) De faire démissionner les députés
- b) De faire démissionner les sénateurs
- c) De dissoudre le Congrès
- d) Ces hypothèses sont fausses

15- LE DROIT PENAL

- a) Permet d'indemniser la victime d'une infraction
- b) Est un droit essentiellement répressif
- c) Permet à la victime de saisir directement le juge
- d) Permet à la victime d'assigner l'auteur de l'infraction

16 - LA COUR DE CASSATION CASSE LA DECISION

- a) Quand elle s'estime incompétente
- b) Quand elle est d'accord avec la Cour d'Appel
- c) Quand elle n'est pas d'accord avec la Cour d'Appel
- d) Quand l'affaire ne l'intéresse pas

17 - LA JURISPRUDENCE EST FORMEE

- a) Par le Parlement
- b) Par les décisions de justice
- c) Par le Gouvernement
- d) Ces hypothèses sont fausses

18 - LA JURISPRUDENCE

- a) Est plus importante que la loi
- b) Est une source d'interprétation du droit
- c) Est obligatoire pour les juges
- d) Est obligatoire pour les avocats

19 - LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

- a) Est compétent pour tous les litiges civils
- b) Est compétent pour les petits litiges civils
- c) Est une juridiction collégiale
- d) Ces hypothèses sont fausses

20 - LA DOCTRINE

- a) Remplace la loi quand elle est plus favorable
- b) Peut compléter la Loi
- c) Peut être utilisée pour élaborer de nouvelles solutions juridiques
- d) Ces hypothèses sont fausses